POUR L'INDÉPENDANCE ET LE SOCIALISME !

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Journal de la Ligue trotskyste — Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

n° 6 — Été 2025 — 1 $

« Dialogue social » ou lutte de classe ?

SCFP301 ; Boissinot/PC

Malgré les crises de fin de règne de la CAQ, le mouvement syndical continue de subir des attaques constantes et personne ne semble pouvoir y résister. Le projet de loi 89 est le dernier exemple en date, où Legault et sa bande se sont sentis capables de passer avec impunité une des pires lois antisyndicales depuis des années — et la bureaucratie syndicale de leur donner essentiellement raison, elle qui n'a pratiquement rien fait pour stopper cette loi matraque ! Pourtant, une année avant les prochaines élections, le gouvernement Legault est honni et clairement en état de faiblesse. Ravagée par les scandales comme SAAQclic et Northvolt, la CAQ titube de crise en crise. Le gouvernement a dû reculer cet été sur ses coupures les plus drastiques en santé et en éducation, même si les dommages dans ces secteurs sont déjà si extrêmes que ça prendra des réinvestissements massifs pour même commencer à rétablir des services de base. Mais ça démontre bien qu'il ne faudrait pas grand-chose pour que le mouvement syndical puisse ébranler Legault et casser la vague d'attaques.

Mais plutôt que de se battre pour défendre ses membres, la bureaucratie qui dirige les grandes centrales s'évertue à essayer de reconstruire un soi-disant dialogue social avec ce gouvernement en faillite. En d'autres mots, Legault est dans les câbles et plutôt que de le mettre K.O., la bureaucratie lui tend la main ! Le résultat : les droits des travailleuses et des travailleurs continuent de reculer. Le fait par exemple qu'Amazon ait pu fermer tous ses entrepôts au Québec pour contrer la syndicalisation, et ce, sans riposte sérieuse des syndicats est une catastrophe pour le mouvement ouvrier québécois (voir notre déclaration en page 4). Et depuis la défaite du Front commun de 2023-24, toutes les grèves se terminent par des reculs pour les syndiqués, sans parler du fédéral avec ses ordonnances de retour au travail à répétition.

C'est dans ce contexte que la CAQ a fait passer au printemps son projet de loi 89 qui limite encore plus le droit

de grève au nom des « services essentiels ». En riposte, les centrales syndicales n'ont rien fait à part organiser quelques manifs sans conséquences et de pleurnicher que Legault déclarait « la guerre ». Effectivement : devant une telle attaque, la seule riposte sérieuse aurait été des grèves massives, sinon la grève générale dans tout le Québec, c'est-à-dire une « guerre » de classe. Mais non. Dans les faits, les chefs syndicaux acceptent depuis longtemps le cadre des « services essentiels » imposé par les gouvernements. Alors un peu plus, un peu moins…

Le mouvement ouvrier québécois, avec son taux de syndicalisation à 40 %, est l'un des plus puissants au monde, du moins en potentiel. Mais pour déployer cette puissance et arrêter les reculs constants, il faut ***l'utiliser***. Des grèves solides, pas des affaires de trois jours ; des lignes de piquetage massives, pas des piquets symboliques imposés par la soi-disant loi anti-scabs ; la solidarité de tous les travailleurs, pas des actions isolées de syndicats divisés les uns contre les autres (comme à la STM — voir notre tract en page 5). C'est ***ça***, et beaucoup plus, que ça prend. Mais avec son souci de garder la « paix sociale » et rétablir la « concertation » avec les patrons, la bureaucratie syndicale ne va pas mener de telles luttes. Il va falloir regarder ailleurs pour raviver le mouvement syndical au Québec.

Alliance ouvrière

Blocage par Alliance ouvrière du terminal CN à Côte-Saint-Luc le 3 mai, en solidarité avec les travailleurs d'Amazon.

Que fait la gauche ?

Même si la gauche est petite au Québec, il se trouve quand même des centaines de militants actifs dans différents groupes socialistes, syndicalistes et autres. Ça devrait être une tâche centrale pour ces militants de combattre l'aplaventrisme de la bureaucratie et de mobiliser la base des syndicats derrière une véritable alternative qui rejette la « bonne entente » avec les patrons. Cela nécessite évidemment un combat politique ouvert contre les chefs syndicaux actuels, tâche certes difficile, mais essentielle. Sinon tout va continuer de reculer.

Alors quel est l'état des choses à gauche, que fait la gauche québécoise pour faire avancer ces luttes ? Malheureusement, il semble, pas grand-chose.

Mentionnons d'abord **Québec solidaire**, puisque c'est l'organisation dite de gauche la plus reconnue au Québec. QS prend parfois des positions correctes à l'Assemblée nationale, comme s'opposer au PL 89. Mais ses crises à répétition de ces derniers mois indiquent bien l'état de désarroi dans lequel cette organisation se trouve. Ses défections fracassantes, tant de l'aile gauche (Catherine Dorion) que de l'aile droite (Gabriel Nadeau-Dubois) sont symptomatiques d'un parti en chute libre. Les sondages prévoient que QS sera essentiellement rayé de la carte aux prochaines élections.

Mais au-delà des débats idéologiques qui déchirent l'organisation, la véritable cause de l'état lamentable de QS est bien plus profonde. C'est qu'un tel parti dit « citoyen », qui ne se base pas sur le mouvement ouvrier, mais sur les classes moyennes éduquées et les étudiants, typiquement en milieu urbain (Plateau Mont-Royal et autres quartiers St-Jean-Baptiste), n'a aucune assise sociale pour sérieusement défier l'ordre établi. La classe moyenne (la petite bourgeoisie), divisée en plein de petits sous-groupes, n'a pas la cohésion sociale, ni les intérêts communs, ni la puissance sociale qui lui permettraient de combattre le capitalisme. Typiquement, dans les grands moments historiques, la classe moyenne suit l'une des deux classes principales dans la société : la bourgeoisie ou la classe ouvrière. Depuis 2006 que QS s'évertue à trouver une façon de « dépasser le capitalisme » sans tracer une ligne de classe et se mettre résolument du côté des travailleurs. Au plus, comme pour la nouvelle porte-parole Ruba Ghazal, QS se contente-t-il de relayer les appels de la bureaucratie syndicale pour la « concertation » et le « dialogue social ». Clairement, le mouvement ouvrier ne sera pas ressuscité par un tel oiseau.

Bien plus à gauche on trouve le **Parti communiste révolutionnaire**. Le PCR prodigue beaucoup d'analyses de la situation mondiale, et celle au Canada et au Québec. Il a consacré plusieurs articles et balados à la crise dans QS par exemple, et déplore aussi le manque de combativité du mouvement ouvrier. Le PCR appelle correctement les syndicats à défier les lois de retour au travail et argumente pour plus de combativité, prônant entre autres « les grèves et les occupations » comme tactiques qui permettraient aux syndicats de relever la tête. Le PCR organise

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Charles Galarneau
Réalisation : Angie Swanson
Diffusion : Miriam McDonald

République ouvrière est édité par Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8. Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2025
La date de tombée pour ce numéro est le 5 août 2025.

Impression syndicale

Numéro de convention : 40050911 ISSN : 2561-0872
Été 2025 Date de publication : août 2025

même quelques factions communistes au sein des syndicats, comme dans le syndicat des postiers.

Tout cela représente des pas dans la bonne direction, mais ce qui manque au PCR c'est une perspective de mener une ***opposition à la bureaucratie syndicale***. Dans toutes ses interventions et tous ses textes, le PCR évite soigneusement de mettre au défi les chefs syndicaux avec autre chose que des platitudes marxistes générales. Pourtant, la raison d'être d'une faction communiste dans les syndicats doit précisément être de contrer la bureaucratie, de l'exposer et de proposer une direction alternative dans les luttes quotidiennes des syndiqués. En d'autres mots, il faut se battre pour une ***direction révolutionnaire des syndicats,*** pas seulement en parole, mais dans les actions de tous les jours ; sinon, toutes les bonnes idées de militantisme resteront lettre morte.

Quand les camarades du PCR sont questionnés sur leur refus de directement combattre la bureaucratie dans les luttes concrètes, ils répondent généralement qu'ils sont « trop petits » et que ce sera une tâche pour « plus tard ». Mais ce n'est pas plus tard, mais ***maintenant*** que la classe ouvrière a besoin d'une direction alternative ! Avec leur attentisme « révolutionnaire », le PCR abdique dans les faits le combat contre la bureaucratie et sert au mieux de voie de contournement pour des jeunes qui devraient, en fait, se lancer pleinement dans la lutte pour une nouvelle direction des syndicats au Québec et au Canada. Et il s'assure que la gauche reste inefficace et… « trop petite » : effectivement, les travailleurs embarqueront quand la gauche pourra leur démontrer, concrètement, pas tant la supériorité de la théorie marxiste (aussi important cela soit-il), mais celle des marxistes à les aider à gagner des luttes dans le monde réel.

Dans un autre coin de la gauche québécoise, le groupe **Alliance ouvrière** a eu son congrès de fondation à Montréal en décembre 2024. AO s'est fondé sur un programme pour raviver le mouvement ouvrier dans une perspective de guerre de classe et en avant vers la grève politique. Ce sont les militants fondateurs d'AO qui ont mené la lutte pour la syndicalisation d'Amazon à Laval et le congrès reflétait la grande autorité acquise par cette victoire. Des militants de la Ligue trotskyste ont rejoint AO et nous encourageons tout le monde dans la gauche à faire de même.

Malheureusement, c'est justement la fermeture d'Amazon, en réponse directe à la syndicalisation, qui a exposé toutes les faiblesses d'AO. Se contentant d'abord de suivre la bureaucratie de la CSN dans son boycott de consommateur complètement inefficace, AO a ensuite viré à gauche en organisant des actions de petits groupes pour bloquer différents points de distribution d'Amazon. Mais rien de tout cela n'a fait reculer Amazon, ni même gagné un sou de plus pour ses travailleurs licenciés. C'est qu'AO, tout comme le PCR, refuse de confronter les dirigeants syndicaux et préfère toutes sortes de diversions. Aussi militantes soient-elles, les actions de blocage déconnectées de la lutte syndicale ne mobilisent en rien la masse des travailleurs, qui sont enchaînés par leurs dirigeants aux sornettes de légalisme et de « dialogue social ».

AO répliquerait que la campagne de boycott a été un succès parce qu'elle a été largement suivie au Québec. C'est vrai — mais tout ce que cela indique, c'est l'énorme ***potentiel*** qu'il y aurait eu pour une ***vraie lutte syndicale contre Amazon***. Mais les dirigeants syndicaux se sont évertués à l'empêcher — et AO refuse de challenger ces dirigeants, avec essentiellement la même excuse que le PCR d'ailleurs — nous sommes « trop petits » ou n'avons pas « la légitimité » d'entreprendre un tel combat. Mais la bureaucratie syndicale n'a pas plus de « légitimité » à saborder le pouvoir syndical — c'est devant un véritable combat entre celle-ci et les militants qui cherchent à rebâtir les syndicats sur une base de lutte de classe que les travailleurs pourront décider d'eux-mêmes qui est « légitime » ou non !

Il existe encore plusieurs autres petits groupes de gauche, tous avec leurs différences idéologiques, mais ils partagent tous à peu près la même tare : un refus systématique de combattre la bureaucratie syndicale et de proposer une direction alternative. Pourtant, si la gauche québécoise ne sort pas de son fatalisme et de son manque d'ambition navrant, le mouvement syndical québécois va continuer de péricliter. ■

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Abonnez-vous !

7 $ / **3** numéros de *République ouvrière*, plus *Spartacist* édition en français

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

COMMUNISTE EN TABARNAK!
UN PODCAST SPARTACIST

Un balado sur la crise de la gauche, et comment s'en sortir

Écoutez-nous !

Impasse syndicale : Cassez la charpente patronale

Face à des attaques constantes du patronat et avec le gouvernement Legault en chute libre, on pourrait s'attendre à une riposte déterminée du mouvement syndical pour défendre les intérêts de ses membres. Mais c'est le contraire qui se produit. Malgré un nombre de grèves et de manifestations sporadiques, le puissant mouvement syndical québécois est enchaîné par ses propres chefs. C'est la tâche des communistes et de la gauche en général de combattre pour un changement de cap et de confronter la bureaucratie syndicale pleutre et légaliste en proposant des alternatives qui démontrent aux travailleurs qu'ils ***peuvent*** renverser la vapeur, gagner leurs grèves et à tout le moins défendre leurs acquis. Mais la gauche s'en lave les mains, prétextant généralement que les syndiqués ne sont « pas prêts » à nous écouter, ou qu'« on est trop petits » face à l'appareil syndical. C'est vrai que la bureaucratie des grandes centrales au Québec est particulièrement monolithique et encroutée, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras, au contraire ! Les travailleurs comprendront la nécessité d'une direction alternative quand la gauche lui proposera des réponses concrètes à leurs luttes quotidiennes autant que les grandes envolées théoriques pour lesquelles tous les groupes « marxistes » sont très doués. Nous reproduisons ci-dessous deux tracts distribués par la Ligue trotskyste lors de deux moments cruciaux de 2025 pour le mouvement ouvrier québécois : la fermeture des entrepôts d'Amazon et la grève de juin à la STM. Beaucoup des travailleurs et des travailleuses d'Amazon et de la STM à qui nous les avons distribués se sont dit d'accord avec nous sur plusieurs points, indiquant bien qu'une lutte pour une direction lutte-de-classe des syndicats est non seulement nécessaire mais tout à fait pertinente et possible !

Amazon gifle les syndicats et le Québec

République ouvrière

24 janvier — La fermeture annoncée des entrepôts et des livraisons d'Amazon au Québec est une insulte aux militants courageux qui ont syndiqué Amazon à Laval et à l'ensemble du mouvement ouvrier québécois. Jeff Bezos pense qu'il peut s'essuyer les pieds sur nous, montrons-lui de quel bois on se chauffe.

Les campagnes de boycott au niveau des consommateurs qui sont proposées actuellement ne sont pas la marche à suivre. Ces campagnes ne mobilisent pas les travailleurs au point de production et font appel au bon sens « moral » des individus isolés, ce qui est voué à l'échec.

Plutôt, il faut que les syndicats québécois, et au premier chef la CSN et la FTQ, fassent front commun pour barrer toute livraison d'Amazon au Québec. Mobilisons tous les travailleurs : pas touche aux boîtes d'Amazon ! Bezos veut nous traiter comme du *cheap labour* soumis ? Soit. Faisons en sorte qu'il ne fasse pas une cenne au Québec ! C'est totalement possible et faisable : il faut déployer toute la puissance syndicale ***maintenant*** ! Parce que ne rien faire lancerait un message clair aux grands boss qu'au Québec, le pouvoir syndical c'est une affaire du passé.

Cette attaque montre aussi que pour syndiquer Amazon, il va falloir une stratégie complètement différente de celle employée jusqu'à présent par les activistes et les bureaucraties syndicales. Syndiquer Amazon entrepôt par entrepôt, localité par localité, ne fonctionne pas. C'est le même problème au Canada et aux États-Unis. Ce qu'il faut, c'est un front uni syndical nord-américain qui passe à l'offensive de manière coordonnée. Les puissants syndicats québécois peuvent en être les initiateurs. La FTQ/CSN doit envoyer 200 organisateurs syndicaux au Canada anglais et 200 aux États-Unis pour pousser de l'avant cette perspective ! C'est comme ça que l'automobile a été syndiqué par exemple, quand des militants syndicaux américains sont venus organiser au Canada.

Les dirigeants d'Amazon pensent pouvoir s'en tirer parce que le Québec est isolé. La réalité c'est qu'Amazon a fermé ses opérations parce qu'ils ne veulent pas que le militantisme syndical au Québec fasse tache d'huile. La seule manière de faire plier Bezos c'est de lancer l'assaut sur sa business à l'échelle nord-américaine. C'est là que ça va faire mal.

- Front commun syndical immédiat pour bloquer toutes les opérations d'Amazon !
- FTQ/CSN : Envoyez des centaines d'organisateurs syndicaux au Canada anglais et aux États-Unis pour lancer la syndicalisation d'Amazon partout !
- Jeff Bezos crache sur les travailleurs québécois — montrons-lui que ça va lui coûter cher !

STM : Les moitiés de grève, ça ne marche pas

CSN

Manifestation du Syndicat du transport de Montréal le 25 mai.

7 juin — Ce sont les travailleurs et travailleuses du transport en commun qui font rouler Montréal. La demande de la STM pour plus de flexibilité signifie des horaires atypiques et le déplacement abusif des travailleurs dans toutes ses installations. C'est également un moyen de briser le contrôle syndical de l'entretien, la STM exigeant que le syndicat retire des protections contre la sous-traitance et la privatisation. Les patrons de la STM et les gouvernements laissent pourrir les infrastructures depuis des années, mais ce sont les travailleurs syndiqués qui sont accusés de « prendre les usagers en otage ». Assez !

Le débrayage du 9 au 17 juin du Syndicat du transport de Montréal-CSN est un combat pour défendre des emplois de qualité et l'existence même de transports publics fonctionnels et abordables. Comme l'a dit Stéphanie Gratton, première vice-présidente de la FEESP-CSN : « Ce n'est pas en sabrant dans leurs conditions de travail qu'on va réussir à remettre les stations de métro en état ». Mais la question est de savoir : ***comment*** gagner cette bataille ?

La grève de la STM est dans l'intérêt de ***tous*** les travailleurs qui font face aux mêmes attaques partout. Mais le droit de grève a été restreint par des décennies d'intervention gouvernementale sous prétexte des « services essentiels », réduisant la puissance syndicale en peau de chagrin. Mais il n'est pas trop tard pour rejeter ce cadre pourri ! Il faut que les syndicats du transport en commun redeviennent des instruments de combat. Au diable le tribunal qui décide les « services essentiels » (TAT) : ce sera aux grévistes eux-mêmes de décider ce qui est « essentiel » ou non. Pour une grève totale du métro et des autobus !

Fermez le métro, fermez le Grand Prix !

Il faut transformer la grève partielle en grève générale qui ferme le système, un point c'est tout. Et l'idée qu'il faille faire une « trêve » pour le Grand Prix est ridicule : c'est exactement en bloquant cet événement d'envergure internationale qui rapporte des millions de dollars que les syndiqués pourront démontrer tout leur pouvoir et gagner la grève. Fermez le Grand Prix ! Verstappen et C^{ie} pourront bien faire le tour de l'île Notre-Dame sans spectateurs si ça leur chante.

Les patrons tentent de monter les usagers contre les grévistes. C'est normal, ils font toujours ça. La réponse n'est pas de faire rouler le système à temps partiel avec des métros bondés aux heures de pointe, mais de ***tout stopper***, comme ça tout le monde sera sur un pied d'égalité. Si les patrons ont absolument besoin de leurs employés, qu'ils leur payent des taxis. Quant aux petits commerçants, il faut leur démontrer que des syndicats forts sont dans leur intérêt à eux aussi — de meilleurs salaires et de meilleures infrastructures ne peuvent que bénéficier à tous !

Pour défendre tous les syndicats de la STM, garder un salaire compétitif et obtenir ne serait-ce que le minimum, il faut s'unir contre la STM, Plante et Legault, qui représentent tous les intérêts des patrons. Les chauffeurs d'autobus, les opérateurs de métro et les agents de station du SCFP local 1983 ont déjà voté en faveur de moyens de pression. Il est crucial que le SCFP passe maintenant à l'action et déclenche une grève générale illimitée coordonnée avec le syndicat de l'entretien. Face à une telle mobilisation, les patrons « trouveront » l'argent et retireront leurs demandes de reculs, pas de souci.

Une lutte unitaire est également le moyen de riposter aux attaques antisyndicales du gouvernement Legault sous prétexte des « services essentiels ». Depuis plus de 40 ans, la législation sur les services essentiels sape le pouvoir des syndicats, en imposant de plus en plus de restrictions au droit de grève. Ce n'est là qu'une des armes antigrèves dans l'arsenal du gouvernement, auquel la CAQ a maintenant ajouté la loi 89. En fait, pour lutter contre la loi 89, l'ensemble des syndicats doivent se mobiliser aux côtés des travailleurs de la STM.

Pour gagner, il faut changer de stratégie et avoir une réponse basée sur la compréhension que la classe dirigeante défendra toujours ses intérêts en payant le moins possible pour les services publics. Et les travailleurs doivent défendre ***leurs*** intérêts : le droit à une vie décente, à un logement abordable, à des services publics de qualité, à un environnement de travail sûr, à des horaires de travail plus courts, etc. L'arrêt de tous les services de métro et de bus, y compris pendant le Grand Prix, enverrait un message fort aux patrons. Une grève totale du transport en commun ouvrira la voie à une véritable victoire pour les travailleurs et travailleuses de la STM et pour le mouvement syndical.

- Pas de grèves à moitié, battons-nous pour gagner !
- Non à la trêve, fermez le Grand Prix !
- Ne comptons que sur nos propres moyens. À bas le TAT et les partis des patrons !
- Pas de privatisations ni de sous-traitance. Augmentez les embauches !
- Pour un investissement massif dans les infrastructures et les services publics !

République ouvrière

République ouvrière

MANIF CONTRE LA ROYAUTÉ

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du discours de la camarade Angie Swanson de la Ligue trotskyste à la manifestation contre la visite du roi Charles à Ottawa le 27 mai. Comme elle l'explique, la visite royale était un affront à toutes les forces progressistes, aux Premières Nations, au Québec et à l'ensemble du mouvement ouvrier au Canada. Il était donc crucial que des voix discordantes se fassent entendre haut et fort sur la route du cortège royal le matin du 27 mai, ce qui était le moins qu'on puisse faire !

La manifestation avait été annoncée par les Jeunes pour le renouveau démocratique et le Parti marxiste-léniniste du Canada. De son côté, la Ligue trotskyste cherchait depuis plusieurs jours à mobiliser une action de front unique contre la visite du roi. Nous avons donc été ravis d'aider à construire l'action des JRD/PML, y compris auprès du reste de la gauche. Au bout du compte, seul le Communist Workers Circle de Toronto s'est aussi joint à nous. Qu'aucun autre groupe ne se soit bâdré de participer démontre qu'il y a encore fort à faire pour dépoussiérer le mouvement socialiste dans ce pays. C'est pourtant ce genre d'action qui aide justement à non seulement briser l'esprit de secte ridicule qui règne encore chez les groupes marxistes, mais surtout à confronter dans l'action nos différences afin de trouver la meilleure voie à suivre pour se débarrasser du capitalisme, de Rideau Hall à Buckingham Palace !

Nous manifestons ici aujourd'hui parce que l'invitation de Carney à Charles III est un scandale. Le gouvernement libéral fait parader la couronne ***britannique*** au nom de la défense de la « souveraineté » du Canada contre l'administration Trump aux États-Unis. C'est absurde ! Mais surtout, elle en dit beaucoup sur la stratégie des élites dirigeantes à Ottawa.

Pour consolider l'empire américain en déclin, Trump exigera des concessions de la part de ses partenaires juniors, comme le Canada, et il enfoncera davantage la botte de Washington dans le cou des pays opprimés du Sud global. Malgré toute la rhétorique des libéraux de Carney, ils vont capituler devant Trump. Pourquoi ? Parce que la classe dirigeante canadienne est dépendante de l'impérialisme américain. En fait, les élites dirigeantes canadiennes ont toujours été les larbins d'une puissance impérialiste ou d'une autre, d'abord l'empire britannique et aujourd'hui celui des États-Unis. Elles tentent de couvrir leur dépendance à l'égard des États-Unis en s'accrochant à la Couronne — d'où ce spectacle de réaction monarchiste ici à Ottawa.

Mais il ne s'agit pas seulement de dépoussiérer des reliques féodales dans un but symbolique. Le gouvernement de Carney vise à s'assurer que la classe ouvrière et les opprimés de ce pays soient restreints en les enchaînant à leurs exploiteurs dans le soi-disant « Dominion » canadien. C'est leur façon de rallier la population à l'unité canadienne, ce qui signifie « l'unité » derrière les capitalistes canadiens et leur roi bien-aimé. Les libéraux sont aidés et soutenus dans cette démarche par les dirigeants syndicaux actuels et le NPD.

Les travailleurs et travailleuses de l'automobile sont déjà confrontés à des licenciements, mais plutôt que d'unir leurs forces à celles des travailleurs américains, les dirigeants syndicaux d'Unifor comptent sur le gouvernement canadien. Les postiers sont assiégés, parce que la société d'État de Postes Canada vise à écraser le syndicat et à transformer les bons emplois en « gig jobs ». Et les postiers savent ce qu'un gouvernement libéral signifie pour eux : un briseur de grève ! Ensuite, il y a le fait que pour répondre aux exigences de Trump, Carney renforce l'armée. Quelqu'un doit payer pour cela, et ce ne sont pas les élites dirigeantes qui le feront. Ce sera plutôt au détriment de la classe ouvrière et des services publics.

Ces exemples distincts démontrent ce qui est nécessaire — ***une réponse unifiée du mouvement syndical***. Mais cela nécessite une nouvelle direction, qui s'opposera à l'impérialisme canadien et américain. Seule la classe ouvrière peut s'opposer à Trump et à ses laquais canadiens. La classe ouvrière doit compter sur ses propres forces et non sur les partis des grandes entreprises, qu'ils soient libéraux

ou conservateurs. Pour nous de la Ligue trotskyste, protester contre la visite du roi est une façon concrète de s'opposer à la campagne d'unité nationale des libéraux.

S'opposer à la Couronne fait partie de la lutte pour déchaîner le pouvoir de la classe ouvrière contre les classes dirigeantes impérialistes américaines et canadiennes. Il faut se préparer dès maintenant à se défendre contre les attaques. S'opposer à la monarchie est aussi un moyen concret d'unifier la classe ouvrière et tous les opprimés. La visite de Charles III est une provocation contre les droits démocratiques, contre les Premières Nations, contre le Québec, contre toutes les victimes du colonialisme britannique dans le monde, de l'Irlande à l'Inde, de la Palestine au Kenya !

La monarchie et le soi-disant Royaume-Uni sont une prison pour l'Écosse, le Pays de Galles et les catholiques d'Irlande du Nord. Elle opprime également la classe ouvrière anglaise. Le trône britannique est imprégné du sang des autochtones du Canada. C'est l'institution réactionnaire qui a déporté les Acadiens, conquis le Québec par la force des armes, écrasé et pendu les rebelles patriotes de 1837-38 et imposé aux Québécois une constitution jamais acceptée. Aujourd'hui encore, la Couronne reste la pierre angulaire de l'oppression des Premières Nations et du Québec.

Nous disons : ***À bas la monarchie ! Pour l'indépendance du Québec et pour des républiques ouvrières ! Pour la libération des autochtones ! Pour une alliance de la classe ouvrière contre l'impérialisme canadien et américain !*** ■

Révolution tranquille...

(suite de la page 16)

tranquille n'a réussi qu'à moitié : la libération nationale et sociale complète et entière du Québec, liée au combat de tous les opprimés de la terre pour leur libération.

Pour ce faire, étudier les leçons de la Révolution tranquille sera crucial. Du début des années 1960 jusqu'à 1980, le Québec était la scène des mouvements de contestation sociale les plus intenses : l'indépendance nationale se profilait comme véritable possibilité historique pour la première fois depuis la Rébellion des Patriotes, les syndicats parlaient de révolution, les jeunes rejoignaient l'extrême gauche, les artistes chantaient des temps nouveaux, etc. Simultanément et en conséquence, la société faisait des bonds gigantesques et très concrets vers la libération nationale, la libération des femmes, le pouvoir syndical, etc. La Révolution tranquille a ainsi été sans conteste la période la plus progressiste de l'histoire du Québec : en quelques années, cette nation opprimée est passée de la « Grande Noirceur » cléricale semblable à un régime néocolonial, à une société moderne et avancée. Une province auparavant complètement à la botte des maîtres anglo-canadiens et de l'impérialisme américain s'est dotée de leviers économiques et sociaux capables de jeter les bases d'un État indépendant. L'Église catholique, qui avait dominé toute la vie sociale et politique, a elle-même été essentiellement foutue à la porte. Des programmes publics d'éducation et de santé au départ pratiquement inexistants ont été établis. Et le mouvement syndical québécois, la véritable force motrice de toute la Révolution tranquille, s'est affirmé comme acteur incontournable. Bref, la Révolution tranquille était bel et bien une révolution au sens large, un éveil collectif, un changement de paradigme, et l'« avant » et l'« après » étaient tangiblement différents à tous les niveaux.

Alors pourquoi tout recule depuis ? Il est généralement compris que la défaite du référendum de 1980 et le tournant néolibéral qui a suivi ont cassé l'élan de la Révolution tranquille. Mais ce constat, en soi factuellement correct, n'explique pas grand-chose. ***Pourquoi*** les mouvements sociaux se sont-ils soudainement prostrés dans l'impuissance face à ce tournant ? En fait, ce qui n'est généralement pas compris, c'est que le marasme actuel au Québec trouve ses véritables racines dans le seul grand ***point faible*** de la Révolution tranquille : le fait que les besoins de la libération nationale et sociale du Québec aient été subordonnés aux intérêts de ses élites politiques et économiques ou, comme on dit entre marxistes, de la bourgeoisie québécoise. Ces élites menaient la Révolution tranquille poussées dans le dos par les masses populaires, mais sur la base de leurs intérêts à elles : s'arracher un peu de pouvoir pour elles-mêmes par rapport aux dirigeants anglo-américains, tout en réprimant les travailleurs pour qu'ils ne dépassent pas le cadre de la propriété privée et de la subordination à l'ordre impérialiste mondial dominé par les États-Unis. Le grand timonier de la Révolution tranquille lui-même, René Lévesque, personnifiait cette contradiction, dénonçant l'exploitation des travailleurs québécois un jour, puis s'acharnant contre les syndicats le lendemain ; déclamant contre l'impérialisme américain dont sont victimes les Québécois dans un discours, pour ensuite courir à Wall Street pour « rassurer » les marchés financiers !

Pour qu'elle aboutisse à une victoire sur toute la ligne, il aurait fallu que ce soit la classe ouvrière qui prenne la direction de la Révolution tranquille. Ou dit autrement, il aurait fallu un ***parti des travailleurs*** pour arracher la direction de la Révolution tranquille des mains du Parti libéral de Jean Lesage et plus tard du Parti québécois de René Lévesque. Mais c'est là précisément ce qu'ont toujours refusé de faire et les chefs syndicaux, et la gauche, même l'extrême gauche : à tous les tournants, ils ont plutôt promu ou du moins concédé que la lutte des Québécois se fasse sous la direction de ces bourgeois, quitte à se battre pour le socialisme « après » l'indépendance… que la classe dirigeante québécoise n'a jamais pu accomplir.

Cela est d'autant plus enrageant que c'est le mouvement ouvrier qui a été le fer de lance, l'épine dorsale et l'énergie vive de la nation et qui a fait de la Révolution tranquille une réalité. C'est la classe ouvrière du Québec, depuis la grève de l'amiante de 1949, qui a été à l'origine de tous les ***points forts*** de la Révolution tranquille, la plus grande période progressiste de l'histoire du Québec. Dès les débuts de l'industrialisation et des luttes syndicales du tournant du XX^{e} siècle, les travailleurs étaient devenus une force sociale incontournable, tandis que les capitalistes québécois demeuraient en grande partie des notables de village insignifiants, en tous points subordonnés

Iczkovits/24heures.ca

Fête nationale 2025 à Montréal, incluant un hommage à Serge Fiori, l'un des grands artistes indépendantistes de la Révolution tranquille.

aux grands capitalistes anglophones qui contrôlaient les secteurs clés de l'économie du Québec. Les réformes d'État de la Révolution tranquille qui ont constitué une rupture avec cet état de subordination totale et ont bénéficié à tous les Québécois — l'institution d'organes financiers et économiques sous contrôle national, la nationalisation de l'hydro-électricité, le système de santé public, un réseau d'éducation moderne, les avancées pour les femmes, etc. — ont toutes été le résultat de la poussée de la classe ouvrière. C'est sur le dos des luttes des travailleurs que les élites québécoises ont pu s'élever et se tailler une place plus confortable face à leurs rivaux, jusqu'à devenir les chefs du « Québec Inc. »

Cette tension entre la poussée des travailleurs d'un côté et les intérêts étroits de l'élite de l'autre a toujours été présente dans la Révolution tranquille. En fait, plus le « rattrapage démocratique » du Québec se résolvait, plus le caractère irréconciliable des intérêts des travailleurs et des patrons prenait les devants de la scène, et plus le conflit de classe sous-jacent affichait un caractère aigu et explosif. La tâche de la gauche durant cette période aurait dû être de pousser de l'avant les aspirations de libération de la classe ouvrière pour les dresser contre la direction bourgeoise nationaliste — et contre les bureaucraties syndicales qui la soutenaient — en démontrant que celles-ci faisaient en fait obstacle au progrès national et social. Il fallait un parti révolutionnaire pour gagner la direction de la classe ouvrière sur cette base, démontrant qu'elle seule serait capable de mener les aspirations nationales et sociales jusqu'à leur réalisation par une lutte pour la prise du pouvoir des travailleurs. Mais faute d'un tel pôle ouvrier cherchant à arracher la direction du mouvement de libération nationale à la bourgeoisie québécoise, c'est finalement la classe capitaliste, sous la direction du Parti québécois, qui a pu casser l'élan du mouvement ouvrier et renverser la dynamique progressiste de la Révolution tranquille dans ses attaques sauvages contre les syndicats du secteur public en 1982-83.

Au fond, l'échec de la Révolution tranquille est aussi l'échec de la gauche québécoise, qui n'a pas su appliquer les leçons de la Révolution russe d'Octobre 1917 au contexte du Québec afin que la Révolution tranquille devienne une révolution « tout court ». Pour ce faire, il aurait fallu comprendre et appliquer la méthodologie de la révolution permanente développée par Trotsky sur la base de l'expérience de la Révolution russe. En effet, les bolchéviks de Lénine n'ont pas simplement porté la classe ouvrière russe au pouvoir en criant « révolution ! » Non, pendant des années, ils se sont battus pour l'indépendance de classe des travailleurs par rapport aux libéraux dans la lutte contre l'autocratie tsariste, pour démontrer que seul le prolétariat, en luttant pour le pouvoir, pouvait mener une lutte conséquente pour la résolution des questions démocratiques (les réformes dans le système politique et les réformes économiques et sociales qui étaient une nécessité pour la Russie), tout particulièrement la réforme agraire et la libération des nationalités opprimées dans l'empire russe. Ils ont montré à la classe ouvrière, à travers ses propres expériences, que la bourgeoisie libérale, son gouvernement provisoire résultant de la Révolution de Février, ses conciliateurs menchéviks et sociaux-révolutionnaires dans le mouvement ouvrier, que tout cela se dressait comme des obstacles qui devaient être balayés pour résoudre les questions démocratiques brûlantes. Dans les mots du dirigeant bolchévique Léon Trotsky : « le torrent national, de même que le torrent agraire, se déversait dans le lit de la Révolution d'Octobre » (« La question nationale », *Histoire de la Révolution russe*). De façon primordiale, les bolchéviks avaient scissionné d'avec l'aile réformiste du mouvement ouvrier, ces forces qui cherchaient à concilier la bourgeoisie libérale. C'est ce qui permit aux bolchéviks de gagner la direction de la classe ouvrière sur une base véritablement révolutionnaire.

Le Québec de la Révolution tranquille était de toute évidence bien différent de la Russie tsariste. Mais on y trouve de façon similaire une accumulation de questions démocratiques non résolues qui découlent toutes du fait que le Canada a été fondé sur l'oppression de la nation québécoise. Pour que la Révolution tranquille aille jusqu'au bout, il aurait fallu que la classe ouvrière rompe avec toutes les ailes de la bourgeoisie québécoise et se batte pour prendre le contrôle de la société sous une République ouvrière du Québec. Mais la gauche québécoise et canadienne n'a jamais été en mesure de mettre de l'avant une telle direction prolétarienne, indépendante et révolutionnaire. Incapables de lier « question nationale » et « question sociale » sur une base véritablement révolutionnaire, tous ces groupes vont capituler soit à la bourgeoisie nationaliste avec un programme pour s'allier avec elle et faire pression sur elle ; soit, comme les maoïstes, à la bourgeoisie anglo-chauvine canadienne en niant l'aspect progressiste de la lutte de libération nationale au nom d'une lecture totalement rigide et caricaturale du léninisme. Tare qui n'est pas unique aux maoïstes d'ailleurs : de nombreux groupes trotskystes, dont la Ligue trotskyste à l'époque, sont également tombés dans

ce même panneau. Certains petits groupements arrivaient bien parfois près d'une analyse théorique correcte du Québec et de la Révolution tranquille, mais ne savaient pas la mettre en application en challengeant directement les dirigeants procapitalistes du mouvement ouvrier.

Les groupes de gauche se casseront la margoulette sur cette contradiction d'une bourgeoisie qui paradoxalement faisait des avancées progressistes tout en jouant un rôle réactionnaire. Tout d'abord le Parti communiste du Canada, qui prétendait porter la bannière de la révolution d'Octobre au Québec, s'opposait depuis toujours à l'indépendance et s'était débarrassé du gros de ses membres québécois en 1947 pour cause de « déviations nationalistes » suspectées. Les premiers trotskystes, c'est-à-dire la véritable continuité révolutionnaire et internationaliste avec la révolution d'Octobre, ont quant à eux défendu les leçons internationales du bolchévisme mais ne les ont pas appliquées sur le terrain québécois : ils n'avaient pas de position en faveur de la libération nationale non plus. D'ailleurs, ils n'étaient tout simplement pas un facteur au Québec au tournant de la Révolution tranquille. Lorsqu'ils se sont finalement implantés au Québec et ont commencé à appeler à la libération nationale, ils n'ont pas su combattre efficacement la bourgeoisie nationaliste et ses laquais ouvriers. De même, les autres groupes de la gauche radicale qui vont émerger au cours de la Révolution tranquille, y compris Parti pris et le FLQ, capituleront eux aussi dans les faits à ces élites nationalistes. Mais nous y reviendrons.

Question nationale ou question sociale ? Pour la gauche, la question se réduisait à ce paradigme apparemment insoluble : lutter pour l'indépendance en soutenant la bourgeoisie québécoise, ou rejeter la lutte de libération du Québec sous prétexte de s'opposer aux capitalistes québécois. Plus de soixante ans après le début de la Révolution tranquille, c'est toujours cette fausse dichotomie qui domine la gauche québécoise et qui doit être combattue pour la sortir de son impuissance. Il faut appliquer les véritables leçons de la Révolution tranquille et lutter pour jeter les bases d'une direction révolutionnaire de la classe ouvrière québécoise. Ce ne sera pas chose facile étant donné tout le temps perdu, mais c'est vital. Et c'est là le but de l'étude que nous présentons dans ces pages — résultat du combat politique que la Ligue communiste internationale, dont la Ligue trotskyste est la section au Québec et au Canada, a entamé pour se réapproprier une position véritablement léniniste sur la question nationale et la lutte pour la révolution permanente (voir *Spartacist* édition en français nº 46, novembre 2023).

Les racines sociales de la Révolution tranquille

Pour comprendre le déroulement de la Révolution tranquille, il faut d'abord comprendre en quoi la structure sociale du Québec d'avant les années 1960 est le produit de la Conquête anglaise et plus directement de la défaite des rébellions des Patriotes de 1837-38. Le retard social et démocratique du Québec qui découle de son oppression nationale et conditionne toute la marche de la Révolution tranquille est issu de l'échec de cette tentative de révolution démocratique bourgeoise contre le colonialisme britannique et sa tyrannie monarchique. Le caractère fondamentalement réactionnaire de la bourgeoisie québécoise, les tâches du prolétariat qui allait se développer dans les cent prochaines années, et les rapports de classe qui existent au Québec à l'aube de la Révolution tranquille ont tous été façonnés par les évènements historiques de 1837-38.

Les patriotes du Haut et du Bas-Canada (qui deviendront plus tard respectivement l'Ontario et le Québec) luttaient pour des républiques démocratiques, pour la séparation de l'Église et de l'État, pour des réformes agraires et pour l'égalité de droits et de citoyenneté pour tous (pour tous les hommes en tout cas). Les radicaux canadiens-anglais comprenaient notamment que la lutte des Canadiens français pour leur souveraineté nationale était inséparable de leur propre combat démocratique. L'assemblée révolutionnaire de Toronto, par exemple, vota une résolution disant :

> « Les réformistes du Haut-Canada sont appelés, par leurs sentiments, leurs intérêts et leurs devoirs, à faire cause commune avec leurs concitoyens du Bas-Canada. Leur écrasement présagerait le nôtre tandis que la réparation des injustices qu'ils subissent serait la meilleure garantie de redressement de celle que nous connaissons »
>
> — cité dans Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968* (1979)

Les rébellions des Patriotes marquent effectivement la dernière fois que francophones et anglophones du Canada ont été véritablement unis dans une lutte progressiste. Elles furent écrasées dans le sang par les armées

Musée national des beaux-arts du Québec

St-Charles, 23 octobre 1837 : L'Assemblée des Six-Comtés fut un point tournant de la lutte des Patriotes.

britanniques, leurs chefs pendus ou exilés. L'oppression du Québec s'inscrivit dans la fabrique même du Canada. Les francophones, qui formaient alors la majorité de la population, furent placés en minorité politique sous l'Acte d'Union avec un objectif assimilationniste conscient, tel que l'avait préconisé Lord Durham dans son tristement célèbre rapport suite aux rébellions :

> « On ne peut guère concevoir de nationalité plus dépourvue de tout ce qui peut vivifier et élever un peuple que celle des descendants des Français dans le Bas-Canada, du fait qu'ils ont conservé leur langue et leurs coutumes particulières. C'est un peuple sans histoire et sans littérature.…
> « Tout plan qui sera adopté pour le gouvernement futur du Bas-Canada doit être d'en faire une province anglaise et qu'à cet effet il doit voir à ce que l'influence dominante ne soit jamais de nouveau placée en d'autres mains que celles d'une population anglaise. En vérité, c'est une nécessité évidente à l'heure actuelle. Dans l'état d'esprit où se trouve la population canadienne-française, état que j'ai décrit comme étant non seulement maintenant, mais pouvant aussi vraisemblablement durer longtemps, lui confier l'entière autorité de cette province ne serait de fait que faciliter la rébellion. Le Bas-Canada doit être gouverné maintenant, comme il doit l'être à l'avenir, par une population anglaise. »

Derrière ce mépris élitiste et raciste, les dirigeants coloniaux britanniques s'assuraient aussi de monter les deux groupes nationaux l'un contre l'autre pour prévenir toute autre lutte commune contre la monarchie britannique et pour la souveraineté nationale des Canadiens français.

La classe dirigeante anglo-britannique triomphante établit un nouveau « pacte » avec l'Église catholique, tolérant la langue et la religion des Canadiens français à condition que le clergé lui garantisse que cette province demeure docile et ne se révolte plus jamais. D'où le poids colossal que l'Église catholique acquit au Québec jusqu'à la Révolution tranquille. Pendant près de 125 ans, elle fut la « gardienne » de l'identité nationale, bien que de façon complètement réactionnaire, c'est-à-dire basée sur le maintien de l'oppression nationale du Québec et de la foi catholique romaine. Dès lors, chaque aspect de la vie sociale des Québécois fut soumis à la toute-puissance des curés — du berceau à la tombe, en passant par les écoles, les hôpitaux, les productions culturelles, la chambre à coucher. Les femmes en particulier en payèrent le prix avec une oppression des plus abjectes.

Les dirigeants patriotes eux-mêmes étaient surtout issus de la petite bourgeoisie, des notables et membres des professions libérales animés par les idéaux des lumières, la Guerre d'indépendance américaine et la Révolution française. Mais c'est la bourgeoisie québécoise (la classe à l'époque à peine naissante des chefs d'entreprises francophones) qui aurait immédiatement bénéficié des rapports sociaux que les rébellions des Patriotes auraient instaurés — constitution d'un État-nation, développement d'un marché intérieur, liberté d'entreprise et de commerce, etc. Cette défaite a donc aussi conditionné le développement rachitique de cette bourgeoisie québécoise : subissant elle-même une oppression nationale, elle s'est développée dans un état de subordination et de dépendance face aux puissances impérialistes montantes dans la deuxième partie du 19e siècle (d'abord les Britanniques, et plus tard les Américains) ainsi que leurs partenaires au Canada anglais. L'oppression nationale offrait des conditions d'autant plus favorables aux capitaux étrangers dans le processus d'industrialisation, ce qui accéléra en même temps la naissance d'un puissant prolétariat québécois. Au moment où est apparu au Québec quelque chose comme une classe bourgeoise francophone distincte, elle était déjà prise en étau entre l'impérialisme étranger d'un côté et la classe ouvrière québécoise de l'autre. Elle n'était plus en mesure de jouer un quelconque rôle indépendant pour libérer la nation.

En effet, la défaite des Patriotes et le développement subséquent de la bourgeoisie devaient confirmer, dans le contexte du Québec, le constat que Marx avait dressé après la vague révolutionnaire de 1848-49 en Europe : le rôle historiquement progressiste de la classe bourgeoise était terminé. Confrontée aux tâches démocratiques inachevées d'un côté, et, de l'autre, à un prolétariat entré dans l'arène révolutionnaire et qui risquait du même coup de porter atteinte à ses intérêts de classe capitalistes, la bourgeoisie allemande, par exemple, préféra se ranger du côté de la réaction féodale pour écraser la classe ouvrière. De façon similaire, même si la bourgeoisie québécoise avait aussi intérêt à s'émanciper nationalement, toute lutte conséquente sur cette voie risquait du même coup de déchaîner le prolétariat contre ses intérêts de classe fondamentaux. C'est ce qui en fit une classe réactionnaire, amère face à son oppression nationale, mais globalement complaisante dans son rôle de sous-fifre local pour le compte des impérialistes.

Les conclusions programmatiques que Marx dressa après 1848-49 s'appliquent ainsi tout autant au Québec. En parlant des ouvriers allemands, Marx disait :

> « Mais ils contribueront eux-mêmes à leur victoire définitive bien plus par le fait qu'ils prendront conscience de leurs intérêts de classe, se poseront dès que possible en parti indépendant et ne se laisseront pas un instant détourner — par les phrases hypocrites des petits bourgeois démocratiques — de l'organisation autonome du parti du pro-

Deutsches Historisches Museum

Barricades dans les rues de Berlin pendant la révolution de 1848.

létariat. Leur cri de guerre doit être : La révolution en permanence ! »

— « Adresse du Comité central à la Ligue des communistes » (mars 1850)

Autrement dit, la classe ouvrière ne devait plus en aucun cas se subordonner à la bourgeoisie, pas même dans un premier stade pour l'accomplissement des tâches démocratiques-nationales, mais bien lutter absolument indépendamment de celle-ci pour réaliser elle-même l'accomplissement de ces tâches démocratiques dans une lutte continue (permanente) vers sa prise du pouvoir et le socialisme. Voilà également le programme qui aurait dû guider les révolutionnaires tout au long de la Révolution tranquille.

Ce n'est effectivement qu'avec l'arrivée en scène de la classe ouvrière et lorsque celle-ci portera au-devant de la société ses propres intérêts de classe que la libération nationale du Québec deviendra à nouveau une possibilité historique. Mais ce combat n'était alors plus porté par la classe bourgeoise dont la tâche historique consiste simplement à réaliser la constitution d'un État-nation ; il l'était maintenant par la classe ouvrière, pour qui les tâches historiques sont socialistes et dont les intérêts se heurtent en tous points avec ceux de la bourgeoisie. La véritable force motrice derrière la Révolution tranquille, c'était bel et bien les travailleurs, dont les aspirations sociales et nationales « se déversaient dans un seul et même torrent », brisant la structure politique réactionnaire héritée de la défaite des Patriotes et ouvrant une voie vers l'indépendance et le socialisme.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les vieux empires coloniaux européens, dont britannique, sont en lambeaux et des luttes de libération nationale éclatent partout dans le monde. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les luttes au Québec, où la classe ouvrière avait acquis un niveau d'organisation et de force qualitativement suffisant pour mettre au défi le régime en place. Ses grèves massives et ses luttes dures, bien que souvent déclenchées autour de demandes économiques de base, se confrontaient immédiatement à toute la structure politique réactionnaire : des boss anglophones, une bourgeoisie francophone subalterne et l'Église catholique complètement imbriquée avec le pouvoir d'État et soutenant tout cet édifice réactionnaire. Sous le régime de l'Union nationale de Maurice Duplessis, toutes les tensions de la société québécoise vont être portées à leurs limites et atteindre un point de bascule. La grève des mineurs d'Asbestos (1949), des tisserands de Louiseville (1952) des mineurs de Murdochville (1957) : ces conflits vont être pratiquement immédiatement élevés au point de confrontation contre le gouvernement lui-même et polariser l'ensemble de la société.

La petite bourgeoisie éclairée se rangera aussi aux côtés de la classe ouvrière. Déjà en 1948, le *Refus global* posait les jalons d'une révolte des intellectuels contre le duplessisme. Mais les luttes ouvrières allaient leur donner le moyen de leurs ambitions en quelque sorte. Un jeune avocat, fraichement sorti de Harvard et de la London School of Economics puis de retour au Québec, écrira par exemple au sujet de la grève d'Asbestos de l'année suivante :

> « Elle a fait la preuve pour la première fois et une fois pour toutes, dans la province de Québec, qu'un mouvement ouvrier ***uni*** n'a à reculer devant aucune conjonctions de forces, quelles qu'elles soient, et quels que soient leur enracinement dans la tradition ou leur appui dans la morale du jour. De la sorte, une puissance nouvelle et contemporaine affirma sa maîtrise sur nos destinées collectives, le cours de l'histoire de notre province fut exorcisé, l'envoûtement qu'exerçait notre passé sur notre présent fut brisé, et une multitude de puissances créatrices fut libérée dans tous les domaines. »

BAnQ

Duplessis avec sa cabale cléricale. La Révolution tranquille a essentiellement accompli la séparation de l'Église et de l'État au Québec.

Cette prose (certes plutôt pompeuse) est celle de nul autre que… Pierre Elliott Trudeau (« Épilogue », *La grève de l'amiante*, 1956, souligné dans l'original) ! Qu'un des futurs personnages les plus détestés de l'histoire du Québec put à l'époque marcher aux côtés des travailleurs sur les lignes de piquetage d'Asbestos n'est pas du tout fortuit. C'est en fait toute une couche de futures personnalités de la Révolution tranquille — de Trudeau à René Lévesque, en passant par Michel Chartrand — qui ont fait leurs classes dans le mouvement ouvrier d'avant la Révolution tranquille. Cela démontre bien ce que plus ou moins tout le monde se dit à l'époque : c'est la classe ouvrière qui est en train de chambouler en profondeur le Québec et qui ouvre la voie du progrès. Toute la question restait de savoir « où cela va nous mener ? » et, surtout « qui va prendre la direction de cette explosion d'énergie combative ? ». Lorsque Duplessis meurt en 1959, le Québec est déjà sur la voie de l'explosion sociale… et tout le monde le sait.

Le premier cul-de-sac : l'appui au Parti libéral

Les libéraux de Jean Lesage se présentent aux élections de 1960 sous le slogan « C'est le temps que ça change ! », mais le changement social est déjà bien entamé et a atteint un point de non-retour. Le succès de Jean Lesage et de son Parti libéral c'est plutôt d'avoir eu la clairvoyance que « nous, classe dirigeante québécoise » devons prendre la tête de ce mouvement, l'utiliser à nos fins et le garder dans les bornes que nous lui imposerons. Le rôle et la position contradictoires de la bourgeoisie québécoise se manifestent on ne peut plus clairement ici. Ce n'est pas la force motrice pour le changement social et l'émancipation nationale ; c'est la classe ouvrière qui lui donne l'impulsion et la confiance pour cela. Mais elle a aussi son propre intérêt à s'émanciper nationalement et à se placer dans une meilleure position face aux impérialistes anglophones. Ces

intérêts, Lesage les explique de façon limpide dans son message aux capitalistes québécois en vue des élections de 1960 :

> « [Les chefs d'entreprises] doivent se rendre compte avant qu'il ne soit trop tard, que l'Union Nationale bloque la voie du progrès économique, qu'elle pratique à leurs dépens le chantage électoral et qu'elle crée chaque jour, par son favoritisme et son encouragement aux abus, de nouveaux ennemis au système de l'entreprise libre. Ils doivent également se convaincre que si le mouvement de libération se fait ***sans*** eux, il pourrait peut-être — et ce serait regrettable — se faire aussi contre eux. »
>
> — cité dans Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968* (1979, souligné dans l'original)

Quand Lesage parle de l'Union nationale qui « bloque la voie du progrès économique », de son « favoritisme » et de ses « abus », tous comprennent qu'il s'agit des politiques honnies du régime duplessiste, soudé au clergé : l'anti-syndicalisme, les méthodes brutales contre toutes formes d'opposition et, surtout, ces politiques consistant à dilapider les ressources du Québec pour le bénéfice de compagnies américaines et canadiennes-anglaises. Lesage dit à la bourgeoisie québécoise qu'il faut que ça change, qu'il faut favoriser « notre » développement économique « à nous », capitalistes québécois. Il comprend en même temps que si la bourgeoisie québécoise ne se met pas elle-même à la tête de l'opposition à Duplessis et des aspirations démocratiques et nationales qui poussent la classe ouvrière de l'avant pour les canaliser vers ses intérêts de classe bourgeoise à elle, alors ce mouvement pourrait bien la renverser aussi.

Le fait que les aspirations sociales et nationales de la classe ouvrière se trouvèrent canalisées dans un soutien au Parti libéral n'était cependant pas du tout prédéterminé, et la responsabilité pour cette trahison repose entièrement sur les épaules des directions syndicales de l'époque. Celles-ci avaient toutes été éduquées à l'école du conservatisme ouvrier. Que ce soit, d'un côté, les dirigeants des « unions internationales », affiliées à l'American Federation of Labor ou au Congress of Industrial Organizations qui étaient hostiles aux revendications nationales des Québécois et suivaient les directives conservatrices et anticommunistes de leurs bureaucraties aux États-Unis ; ou, de l'autre, ceux de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC, ancêtre de la CSN), qui étaient organiquement liés à l'Église catholique et prêchaient la « bonne entente » entre patrons et travailleurs. Les deux tendances cherchaient d'une manière ou d'une autre à faire l'équilibre entre les intérêts des travailleurs et ceux à la tête du régime réactionnaire au Québec pour maintenir la « paix sociale ». Pour ne donner que l'exemple le plus flagrant de cette perspective de collaboration de classe, citons la première constitution de la CTCC qui disait :

> « La CTCC réprouve en principe et en pratique la théorie de ceux qui prétendent que le capital, les capitalistes et les employeurs, sont des ennemis-nés du travail, des travailleurs et des salariés. Elle prétend, au contraire, qu'employeurs et employés doivent vivre en s'accordant, en s'aidant et en s'aimant. »

C'est sous la pression immense de la base des syndicats que de telles directions archiconservatrices furent poussées en lutte. De la grève d'Asbestos, où les travailleurs défièrent les appels de la direction de la CTCC de se soumettre à l'arbitrage, en passant par la grève de Louiseville, où les directions se dégonflèrent devant l'idée de lancer une grève générale dans la province, à la grève de Murdochville, tous les conflits majeurs qui déclenchèrent la Révolution tranquille allèrent bien au-devant des intentions des directions du mouvement ouvrier de l'époque.

Ce ne sont donc pas les bureaucraties syndicales qui poussaient de l'avant la classe ouvrière, bien au contraire. Absolument vouées au maintien de l'ordre capitaliste d'un côté, mais en contact le plus immédiat avec la force qui poussait contre les limites de cet ordre de l'autre côté (les travailleurs), les directions syndicales étaient simplement sur la ligne de crête de la vague montante de la classe ouvrière qui se frappait contre le régime réactionnaire du Québec, et donc ceux qui devaient y répondre et s'adapter en premier. Ils le feront par conséquent de la manière la plus conservatrice possible : en offrant à la bourgeoisie québécoise une voie de sortie pour résoudre les problèmes soulevés par la classe ouvrière d'une façon qui demeurerait fermement dans les limites de l'ordre capitaliste. Ainsi, le programme politique qui sera mis de l'avant par les syndicats dans la deuxième moitié des années 1950 — essentiellement un programme réformiste-nationaliste en santé, en éducation, pour la nationalisation de certaines ressources, pour le « réaménagement » des relations fédérales-provinciales dans le cadre de la constitution — et la plateforme électorale qui portera Jean Lesage au pouvoir sont à toutes fins pratiques identiques, ligne par ligne.

Certains analystes issus de la gauche québécoise — et au premier chef parmi ceux-ci l'ex-membre du Groupe so-

SPARTACIST

REVUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE

iclfi.org/spartacist/fr

Publié en allemand, anglais, espagnol, français et grec ; inclus dans l'abonnement à chacun des journaux de la LCI dans ces langues.

pas de crédit

Le ministre libéral René Lévesque s'adresse à une conférence de la FTQ en 1960.

cialiste des travailleurs du Québec Roch Denis (voir son livre autrement fort instructif sur la Révolution tranquille cité plus haut) — se lamentent sur le fait que l'action syndicale des années 1950 n'ait pas débouché sur la création d'un parti social-démocrate (comme le NPD) au Québec. Quiconque comprend de façon réellement marxiste les rapports de classe et le développement de la Révolution tranquille devrait cependant saisir immédiatement à quel point il s'agissait là d'une entreprise vaine. D'ailleurs, toutes les tentatives de créer une expression organisationnellement indépendante de la classe ouvrière sur la base d'un programme réformiste n'ont jamais fonctionné au Québec étant donné la dynamique même de la Révolution tranquille : une bourgeoisie nationaliste qui a un intérêt dans la mise en œuvre de réformes et va mettre en pratique le programme de la social-démocratie. Le Parti libéral n'avait vraiment qu'à cueillir le fruit que les directions syndicales avaient fait mûrir pour lui pendant des années, d'où le message de Jean Lesage aux syndicats avant les élections :

> « [Les chefs syndicaux] devraient être convaincus que la province ne pourra se débarrasser de l'occupant s'ils ne participent pas activement au mouvement de libération ou s'ils décident d'entrer dans des formations politiques qui peuvent théoriquement satisfaire davantage leur idéal mais qui n'ont, en fait, aucune chance de réussir. »
>
> — cité dans Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968* (1979)

En d'autres mots, Lesage demande l'unité dans la lutte nationale plutôt que la division en lignes de classes. À la fin des années 1950, une grande partie des dirigeants syndicaux québécois sont effectivement favorables au projet du nouveau parti ouvrier (le futur NPD) qui se prépare au Canada. Mais ce projet présuppose l'abstention du mouvement syndical sur la question des droits nationaux du Québec, qui seront toujours ignorés, ou même dénoncés, par les dirigeants ouvriers canadiens-anglais. Lesage indique en même temps que son programme de réformes sociales correspond à celui des syndicats et qu'il peut le mettre en pratique maintenant, alors pourquoi perdre son temps à créer un parti des travailleurs ? Les libéraux de Lesage enjoignent donc plutôt les syndicats à rejoindre le mouvement national… sous son leadership à lui !

Les syndicats allaient se rallier à ces arguments. Aucun parti ouvrier ne contesta les élections de 1960, et les chefs syndicaux donnèrent un soutien à tout le moins implicite aux libéraux — soutien qui deviendra explicite dans les prochaines années. Pourtant, le choix n'aurait pas dû se réduire à construire un parti social-démocrate déconnecté de la lutte nationale ou alors à soutenir le haut bourgeois (et fédéraliste !) Jean Lesage comme grand timonier de la nation. Son « maîtres chez nous » voulait dire en fait que les patrons québécois seraient les demi-maîtres d'une province canadienne.

La gauche aurait dû montrer que le prix de l'alliance avec Jean Lesage c'était de sacrifier les intérêts de la nation et des travailleurs. Elle se devait de résister à la pression très forte de simplement se mettre à la remorque du Parti libéral et des élites nationales. Au contraire, il fallait briser cette alliance et construire un parti ouvrier en opposant aux libéraux un programme qui corresponde aux intérêts sociaux ***et*** nationaux de la classe ouvrière. Un programme pour que les travailleurs soient « maîtres chez eux », c'est-à-dire un programme pour la République ouvrière du Québec !

Les réformes de la Révolution tranquille

En 1962, les libéraux déclenchèrent des élections sur la nationalisation de l'électricité. Dans ses discours, Jean Lesage présente la nationalisation comme la « clé » qui permettra de contrer le « colonialisme économique » soutenu par la « clique politique » des « rois nègres » ; la nationalisation permettra à la population entière du Québec « d'orienter elle-même son propre avenir économique » (cité dans Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l'État québécois 1944-2005*, 2013). Avec la nationalisation et leur slogan de campagne « Maîtres chez nous ! », « l'équipe du tonnerre » de Jean Lesage et de son ministre vedette René Lévesque, venait cette fois taper au cœur des aspirations nationales de la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier était déjà bien harnaché à son ennemi de classe lorsque le Parti libéral prit le pouvoir en 1960, mais les directions syndicales appelèrent cette fois ouvertement à voter « pour la nationalisation de l'électricité », ce qui signifiait tout simplement de voter libéral. Ce fut là le point culminant de la subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie québécoise durant cette période.

La bourgeoisie québécoise avait intérêt à moderniser la structure sociale du Québec. Elle avait besoin d'ingénieurs, d'une bureaucratie d'État et de technocrates éduqués, d'un réseau de santé capable de répondre minimalement aux exigences d'une société industrielle avancée. Faire apprendre le latin et la philosophie thomiste à la petite bourgeoisie éduquée est utile pour former des prêtres qui peuvent débattre du sexe des anges ; ce l'est moins lorsqu'il s'agit de construire des barrages hydroélectriques et des lignes à haute tension, ou de manier les chiffres de la statistique économique. Certes, la nationalisation de l'électricité au Québec était « une mesure hautement progressiste d'autodéfense nationale » (pour le dire dans les mots de Trotsky, lorsqu'il parlait du cas analogue de la nationalisation du pétrole au Mexique). Hydro-Québec, le développement subséquent de la Caisse de dépôts et placement, la centralisation dans les mains du gouvernement de pouvoirs politiques et économiques : c'est dans la mesure où ces réformes étaient

dirigées contre l'oppression nationale du Québec qu'elles étaient foncièrement progressistes. C'est notamment ce qui a permis au Québec d'avoir la base économique nécessaire pour un éventuel État indépendant et de financer le rattrapage social des Québécois par rapport aux anglophones.

La nationalisation de l'électricité au Québec était une mesure qui allait à l'encontre de certains intérêts impérialistes (comme ces 11 entreprises qui seront nationalisées), mais qui demeurait nécessairement dans le cadre de la domination impérialiste et du capital financier. Jean Lesage était très clair sur ces motifs au début de la campagne de 1962, lorsqu'il disait :

> « Non seulement la nationalisation de l'électricité n'est pas le début d'une campagne de socialisation générale à travers le Québec, mais je dirais même que la nationalisation est une condition essentielle à l'essor de l'entreprise privée de la Province. »

Même si la bourgeoisie québécoise avait déjà nationalisé le réseau électrique de la région de Montréal et créé Hydro-Québec en 1944, le développement économique de tout le territoire et de sa propre entreprise privée continuait de lui échapper presque entièrement. Elle avait besoin d'un point d'ancrage dans le processus industriel et de production de marchandise à partir duquel pouvoir l'influer vers son propre développement. L'électricité, une marchandise stratégique, pratiquement toujours en demande croissante et dont le potentiel de développement au Québec s'avérait le plus grand de tout le nord-est de l'Amérique apparaissait comme logique et nécessaire. Pour racheter ces compagnies étrangères entre lesquelles était morcelé le réseau électrique, c'est Jacques Parizeau qui est allé chercher 300 millions de dollars en emprunts à… Wall Street (après un « non » catégorique de toutes les banques canadiennes) pour racheter ces compagnies cotées à… Wall Street. Willis Armstrong, à l'époque bras droit de l'ambassadeur américain à Ottawa, offrait les remarques suivantes au sujet de la nationalisation : « Cela m'amusait d'entendre les gens parler de cette opération comme si nous allions réagir avec colère, alors que notre position était simple : si vous payez, vous avez le droit. » Et d'ajouter :

> « Des intérêts américains [Wall Street] avançaient l'argent pour déposséder d'autres intérêts américains [des actionnaires des compagnies d'électricité], ce qui fondamentalement prouve que l'Amérique du Nord est un marché commun financier. »
>
> — cité dans Jean-François Lisée, *Dans l'œil de l'aigle* (1990)

Est-ce qu'on s'émancipe nationalement des impérialistes en s'ouvrant un beau compte de dette chez eux avec lequel ils vont vous prendre par la gorge après ? Non, de toute évidence ! Dans le cas de la nationalisation de l'électricité, la bourgeoisie québécoise a réussi à tirer avantage de cette complaisance relative et conjoncturelle de l'impérialisme américain en s'appuyant sur la force de la classe ouvrière. Mais ces nationalisations sous le capitalisme ne sont pas le programme des socialistes. Si les révolutionnaires défendent ces mesures, ce n'est pas parce qu'elles sont une étape qui mènera « progressivement » vers le socialisme, mais bien parce que la défense des nations opprimées contre l'impérialisme est inexorablement liée à la lutte révolutionnaire. Le prolétariat avait intérêt à appuyer cette réforme, non parce qu'elle est un pas vers le socialisme, mais simplement parce qu'elle bénéficiait à la souveraineté nationale du Québec. En même temps, la nationalisation faite par la bourgeoisie a servi à endiguer et à contenir la lutte du prolétariat et à le rallier derrière les libéraux de Lesage. Avec l'appui des directions syndicales, elle s'est assurée à ce que les travailleurs ne dépassent pas les limites imposées par la classe dirigeante. Du fait de sa position de classe possédante, elle ne peut mener une lutte décisive contre l'impérialisme auquel elle est liée par mille liens sans remettre en cause les fondements de sa propre domination de classe dans la propriété privée, tandis que la classe ouvrière luttant pour ses propres intérêts la pousse toujours plus dans les bras des impérialistes. De fait, la nationalisation a constitué l'apex des grandes réformes de la Révolution tranquille : sa réalisation, l'appui des dirigeants ouvriers traîtres et l'absence d'un pôle révolutionnaire auront en fait permis à la bourgeoisie québécoise de mieux trahir la lutte pour la libération nationale (l'indépendance) à long terme, un thème qui reviendra tout au long de la Révolution tranquille.

C'est que la direction de la bourgeoisie nationale dans la lutte de libération nationale sera toujours timorée et limitée. Ce qui était posé était la nécessité d'une mouvance prolétarienne indépendante, un bloc ouvrier luttant contre la direction libérale des élites québécoises en mobilisant pour mettre en œuvre les nationalisations ***par les propres moyens des travailleurs*** préservant leur indépendance politique face à la bourgeoisie et menant les réformes par des méthodes de lutte de classe. Pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière en défense des réformes et en opposition aux libéraux, y compris sur le plan électoral, un parti des travailleurs se serait battu pour que la classe ouvrière prenne la direction du mouvement pour qu'elle arrache ce qui lui était dû, au premier chef l'indépendance du Québec (ce pour quoi aucune aile de la bourgeoisie à l'époque ne luttait d'ailleurs), mais aussi l'annulation de la dette que la bourgeoisie a fait payer aux travailleurs et l'expropriation sans compensation des compagnies électriques, ainsi que des autres secteurs clés de l'industrie, les mines, les banques, les transports, etc. Promouvoir et faire avancer de telles mesures aurait exposé le nationalisme bourgeois comme un obstacle à la lutte de libération nationale et à la promotion des intérêts de la classe ouvrière. Au lieu de

Ligue trotskyste au Québec et au Canada

République ouvrière : republique.ouvriere@gmail.com
Workers Tribune : tl.workerstribune@gmail.com

Montréal :..... C.P. 83 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3E9
(514) 728-7578
trotskyste.montreal@gmail.com

Toronto :..... C.P. 7198 Succ. A
Toronto ON M5W 1X8
(416) 593-4138
trotskyist.toronto@gmail.com

@Rep_Ouvriere
republiqueouvriere
iclfi.org

Université Laval

UQAM

École de campagne en 1953 (à gauche). La construction de l'UQAM, pour laquelle on a partiellement démoli l'église Saint-Jacques (à droite), symbolise la perte de l'emprise réactionnaire de l'Église sur le système d'éducation.

cela, le prix payé pour la subordination au programme de Jean Lesage par la bureaucratie syndicale et la gauche nationaliste c'est d'avoir garanti que les intérêts économiques centraux de la bourgeoisie ne seraient pas confrontés et que l'émancipation nationale du Québec resterait inachevée.

Fondamentalement, ce sont les mêmes conclusions qui s'imposent en ce qui concerne les réformes sociales de la Révolution tranquille et la lutte pour l'émancipation des femmes. Les sociologues derrière le rapport de la Commission Castonguay-Nepveu (à l'origine de la réforme de l'assurance-maladie en 1970) parlaient eux-mêmes de la nécessité de s'attaquer aux racines sociales de la maladie dans la pauvreté et les conditions de vie en général. De même, le rapport Parent sur l'éducation préconisait la gratuité scolaire complète jusqu'à l'université pour former des citoyens capables de participer pleinement à la vie politique et aux décisions de la société tout en nourrissant une industrie nationale naissante en main-d'œuvre qualifiée à tous les niveaux. En effet, régler les problèmes de santé et d'éducation ne peut pas se faire juste au niveau de la gestion des établissements et des structures administratives, mais cela touche à chaque aspect de la société, des infrastructures matérielles aux conditions de travail, en passant par le logement, la recherche, le niveau culturel de la population, etc. Mais accomplir même de telles réformes élémentaires soulèvera l'hostilité du capital anglo-canadien et américain (et de leurs alliés chez les capitalistes québécois). Encore une fois, laisser la responsabilité pour de telles réformes dans les mains d'un parti ou de l'autre de la bourgeoisie québécoise garantit leur défaite. La classe ouvrière a certainement intérêt à soutenir toutes les réformes du genre qui pourraient être néanmoins accomplies, mais il doit surtout se mobiliser sur une base indépendante en étant pleinement conscient que la bourgeoisie québécoise et ses représentants politiques trahiront sous la pression du capital.

Subordonner la classe ouvrière aux partis « progressistes » de la bourgeoisie québécoise (libéraux ou péquistes ensuite), c'était condamner les réformes de la Révolution tranquille à rester fermement dans les limites que leur imposerait la bourgeoisie québécoise sur chacun de ces aspects : moderniser les services sociaux complètement vétustes qui freinait le développement de la bourgeoisie québécoise elle-même, mais développer un système de santé pour maintenir une main d'œuvre bonne pour l'exploitation au moindre coût possible, et un système d'éducation pour former une main d'œuvre juste assez compétente pour répondre aux besoins du marché, au moindre coût encore.

Encore une fois, ce n'est pas la bourgeoisie qui est la force motrice derrière ces changements. C'est seulement la poussée du prolétariat combatif, devenu hostile au clergé, qui l'a forcée à se débarrasser de ce dernier comme outil de contrôle social et qui lui a donné un point d'appui pour des réformes sociales majeures. Non seulement le clergé était devenu une entrave au développement des forces productives dans leur ensemble, mais il était devenu lui-même l'une des principales causes de révolte constante qui soulevait toute la base de la société. Il ne remplissait plus son rôle de maintenir une classe ouvrière docile et soumise et la bourgeoisie devait nécessairement le tasser pour continuer de contenir la classe ouvrière et de supprimer sa poussée.

Plus le retard « démocratique » du Québec sur ces questions se résolvait (avec la fin du contrôle de l'institution moyenâgeuse catholique sur la société, ou encore avec l'accessibilité à l'éducation dans sa langue), plus l'aspect proprement social de ces questions était soulevé, et plus le choc entre les intérêts capitalistes et les intérêts de la classe ouvrière devenait manifeste. S'appuyer sur le Parti libéral pour le progrès social ne servait qu'à enchaîner la force motrice derrière ces avancées, la classe ouvrière, et à la faire dévier de la seule voie pour faire avancer ses aspirations. Les marxistes auraient non seulement lutté pour faire rompre la classe ouvrière d'avec la bourgeoisie nationaliste, mais aussi mené un combat politique contre toutes les forces politiques qui souhaitaient maintenir l'unité avec elle. En définitive, malgré les réels progrès sociaux du Québec dans cette période, toutes les aspirations profondes qui animaient les travailleurs et les opprimés furent nécessairement déçues au terme des années de règne libéral. Celles-ci allaient entrer en éruption de façons d'autant plus « explosives » au cours des années subséquentes, seulement pour être déçues encore plus drastiquement par les années de règne du PQ.

[À SUIVRE]

Révolution tranquille : une analyse marxiste

Centre d'archives de la région de Thetford ; Hydro-Québec ; Archives La Presse/Saint-Jean

Grève de l'amiante, 1949 (à gauche). Les libéraux victorieux en 1962 (à droite). En arrière-plan : le barrage Daniel-Johnson (Manic 5).

Par Charles Gaudreault et Simon Ricard

Première partie

Plus de soixante ans après le lancement de la Révolution tranquille, tous les progrès et les grands espoirs des années 1960-70 sont sous attaques constantes : infrastructures qui s'écroulent, système de santé et d'éducation en déroute, droits syndicaux bafoués, et la langue française de plus en plus en recul. En même temps, la question nationale fait un certain retour en force au Québec. Au moment d'écrire ces lignes, le Parti québécois est en tête des sondages contre le régime en fin de règne de la CAQ. Le chef du PQ Paul St-Pierre Plamondon n'hésite pas à parler ouvertement de la souveraineté. Et rien ne porte à croire qu'il s'agit là d'un feu de paille : c'est en fait toute la situation mondiale actuelle qui pousse objectivement à un regain du sentiment indépendantiste au Québec, y compris chez une partie grandissante, même si encore minoritaire, de la jeunesse. En effet, les crises à répétition récentes partout dans le monde engendrées par le déclin de l'Empire américain et la réaction trumpiste ne font qu'affermir les courants des petites nations cherchant à se libérer du joug de l'impérialisme. Que ce soit le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine ou les menaces tarifaires de Trump, tout le vieil ordre mondial néolibéral de « libre échange » et de paix relative s'écroule. Et avec lui l'idée du « post-nationalisme » chère aux libéraux à la Trudeau qui ont toujours traité les aspirations nationales du Québec comme du tribalisme réactionnaire. La lutte de libération nationale du Québec s'exprimera au contraire de plus en plus comme un combat contre cet ordre mondial oppressif en déroute. La question sera de savoir si la prochaine génération de combattants pour la cause du Québec saura éviter les erreurs du passé et accomplir ce que la Révolution

(suite page 7)